



Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale

28 mars 2012

Français

Original : anglais

Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 3^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 4 octobre 2011, à 10 heures

Président : M. Salinas Burgos (Chili)

Sommaire

Point 109 de l'ordre du jour : Mesures visant à éliminer le terrorisme international
(suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-52910X (F)



Merci de recycler 

La séance est ouverte à 10h10.

Point 109 de l'ordre du jour : Mesures visant à éliminer le terrorisme international (A/66/37 et A/66/96 et Add.1) (suite)

1. **M. Eden Charles** (Trinité-et-Tobago), parlant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que les États membres de la CARICOM condamnent le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Le temps passé et les vies humaines perdues durant la décennie qui s'est écoulée depuis qu'a commencé l'élaboration d'une convention générale sur le terrorisme international et les attaques du 11 septembre 2001 devraient suffire à pousser les États à lever les obstacles à l'adoption de la convention. Celle-ci aurait une valeur inestimable dans la lutte contre le terrorisme et contribuerait à préserver l'état de droit et à maintenir la paix et la sécurité internationales.

2. Les efforts faits à cet égard par le Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996 et les progrès accomplis dans le cadre des consultations informelles sur le projet de convention sont encourageants. Les pays de la CARICOM rappellent la définition proposée pour le terrorisme qui figure à l'article 2 du projet de convention générale dans la proposition de compromis présentée en 2007 par la Coordinatrice du Groupe de travail de la Sixième Commission (voir A/C.6/65/L.10, annexes), et ils espèrent qu'un accord pourra être trouvé durant la session en cours de l'Assemblée générale sur une telle définition, en distinguant clairement le crime de terrorisme lui-même de la lutte que mènent les peuples dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination ou sous occupation étrangère.

3. Les pays de la CARICOM ont eux-mêmes été victimes du terrorisme quelque 35 ans auparavant, lorsqu'un avion a été détourné et que des terroristes l'ont fait exploser au-dessus de la mer des Caraïbes. Bien que cet incident ait fait de nombreuses victimes, ses auteurs n'ont jamais été traduits en justice en dépit des représentations faites dans diverses instances. Aucun État n'est à l'abri du terrorisme et, à défaut d'une action mondiale, les contremesures n'atteindront pas les objectifs.

4. Les États membres de la CARICOM sont parties à nombre des instruments antiterroristes internationaux et font beaucoup d'efforts pour en incorporer les

dispositions dans leur ordre juridique interne. Reconnaisant la nécessité de mettre un terme au financement des activités terroristes, ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre en œuvre les recommandations approuvées au plan international en la matière, y compris celles du Groupe d'action financière (GAFI).

5. Ils souscrivent aux quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et souhaiteraient qu'on les aide davantage à les mettre en œuvre. Les ateliers et autres événements organisés par l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme ont démontré leur utilité s'agissant de renforcer les capacités nationales. En vue d'harmoniser et de coordonner la pratique législative régionale dans l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, la CARICOM a en septembre 2011 accueilli un atelier auquel ont participé des experts, notamment des représentants de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICEN). Son objectif était d'analyser les lacunes dans la législation et d'examiner les procédures administratives liées à la résolution 1540 (2004) et aux autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

6. Bien que les pays de la CARICOM n'estiment pas qu'une conférence de haut niveau soit nécessaire pour finaliser le texte du projet de convention, ils considèrent qu'elle permettrait aux États Membres de dialoguer avec des représentants des divers comités antiterroristes et d'autres parties prenantes, et d'étudier comment améliorer l'application des résolutions et des traités sur la prévention et la répression du terrorisme. L'action antiterroriste mondiale doit être soutenue par une action nationale et bilatérale plus vigoureuse, en coordination avec tous les États Membres, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, afin de lutter contre la menace à la paix et à la sécurité internationales que continue de poser le terrorisme.

7. **M. Le Hoai Trung** (Viet Nam), parlant au nom de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), dit que l'ASEAN est comme la communauté internationale gravement préoccupée par la prolifération du terrorisme international et condamne le terrorisme sous toutes ses formes et quels qu'en soient les motifs. Les auteurs d'actes terroristes doivent être punis. Pour éliminer le terrorisme, il est essentiel de s'attaquer à ses causes profondes et aux conditions propices à sa propagation, y compris les inégalités et

injustices politiques, économiques et sociales dans le monde entier. L'action antiterroriste doit être conforme aux principes de la Charte des Nations Unies, au droit international et aux conventions internationales pertinentes, et doit reposer fermement sur le respect des droits de l'homme et l'état de droit.

8. Comme le souligné la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, il faut pour lutter contre le terrorisme adopter une approche exhaustive, cohérente et coopérative, et notamment mener une action pour lutter contre la radicalisation et promouvoir le respect, la tolérance et la compréhension mutuels entre les individus et les peuples par la dialogue aux niveaux international, régional et bilatéral.

9. La Convention antiterroriste de l'ASEAN est entrée en vigueur le 28 mai 2011. Elle doit renforcer la coopération entre les États de l'ASEAN dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Les dirigeants asiatiques sont aussi convenus de mettre en œuvre le Plan global de lutte contre le terrorisme de l'ASEAN et d'élaborer des initiatives pour s'attaquer aux causes profondes du terrorisme en favorisant la déradicalisation et le dialogue interconfessionnel.

10. Le dix-huitième Forum régional de l'ASEAN, tenu à Bali en juillet 2011, a été informé des résultats de la neuvième Réunion intersessions du Forum régional de l'ASEAN sur la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale. Il a été décidé de créer un Centre d'information sur les menaces transnationales (ATTIC) dans le cadre du Forum régional. Au titre des programmes d'aide au développement entre les États membres de l'ASEAN et le Japon, des activités de renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme sont exécutés pour améliorer les contrôles à l'immigration, la sécurité des aéroports et des ports maritimes, et la coopération en matière douanière et policière. Le sixième Dialogue antiterroriste ASEAN-Japon, tenu à Phnom Penh en février 2011, a examiné des mesures visant à lutter contre la radicalisation et à améliorer la sécurité des aéroports.

11. Les nations de l'ASEAN sont résolues à promouvoir la coopération antiterroriste internationale. Elles appuient le rôle directeur que joue l'Organisation des Nations Unies à cet égard, demandent que le Plan d'action adopté par l'Assemblée générale dans le cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies soit intégralement exécuté et entendent œuvrer en collaboration plus étroite avec l'Équipe

spéciale de lutte contre le terrorisme pour coordonner l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale, en particulier en Asie du Sud-Est. Les États Membres de l'ONU doivent s'efforcer de finaliser et d'adopter le projet de convention générale sur le terrorisme international.

12. **M. Kamau** (Kenya), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, rend hommage au travail accompli par le Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996 pour élaborer un projet de convention générale sur le terrorisme international. Un tel instrument ne doit toutefois pas aboutir à dénier en aucune manière aux peuples leur droit à l'autodétermination. Le Groupe des États d'Afrique est prêt à travailler avec d'autres délégations pour affiner la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et parvenir à un consensus sur le projet de convention. La proposition tendant à convoquer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une conférence de haut niveau chargée de fournir une riposte internationale au terrorisme sous toutes ses formes doit être examinée sérieusement. Aucune cause ni aucun grief ne justifie le terrorisme, et les États africains condamnent sans équivoque toutes les formes de terrorisme, notamment le terrorisme d'État.

13. En 1999, reconnaissant la nécessité de mesures concrètes pour lutter contre le terrorisme, l'Union africaine a adopté la Convention de l'Organisation de l'Unité africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, avant de convoquer une réunion intergouvernementale de haut niveau sur la prévention du terrorisme et la lutte contre le terrorisme en Afrique, tenue à Alger en septembre 2002, de créer à Alger, en 2004, le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT).

14. Le financement du terrorisme préoccupe gravement la communauté internationale. Les États Membres de l'ONU devraient coopérer pour lutter contre les prises d'otages par des groupes terroristes, car les rançons versées à ceux-ci sont l'une de leurs principales sources de financement. Il faut renforcer la coopération antiterroriste entre les États et améliorer l'assistance s'agissant d'appréhender les terroristes et d'enquêter sur les actes de terrorisme et de les prévenir. Le représentant du Kenya se félicite des initiatives prises pour encourager la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et des organisations régionales, y compris l'Initiative antiterroriste

transsaharienne, élaborée par le CAERT et le Centre africain d'études stratégiques du Gouvernement des États-Unis. Il se félicite également de la Déclaration et du Plan d'action de Madrid visant à renforcer le cadre juridique antiterroriste en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

15. Il faut prendre des mesures pour assurer une application plus efficace des conventions antiterroristes et des résolutions des Nations Unies en la matière, et intensifier le renforcement des capacités dans les pays en développement. Les pays d'Afrique s'efforcent d'honorer leurs obligations antiterroristes internationales et d'appliquer les résolutions tenues sur le terrorisme, mais nombre d'entre eux n'ont ni les ressources ni les capacités voulues pour ce faire. Le représentant du Kenya lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle les aide à honorer leurs obligations et leurs engagements.

16. **M^{me} Umoren** (Nigéria) rend hommage au travail accompli par le Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996 pour finaliser le projet de convention générale sur le terrorisme international. La série d'attentats terroristes qui a frappé de nombreuses régions du monde, y compris l'attentat qui a eu lieu récemment contre le bureau des Nations Unies à Abuja, vient rappeler avec éloquence l'énorme défi que constitue le terrorisme et la nécessité impérieuse d'une action concertée pour le combattre.

17. Le Nigéria est résolu à élaborer sa propre stratégie antiterroriste, en collaboration étroite avec la communauté internationale. Deux nouvelles lois prévoient des mesures de prévention et de répression des actes terroristes, ainsi qu'un renforcement des mesures visant à lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment des produits du crime. Le Nigéria continuera de coopérer avec les pays amis et les organes internationaux comme l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme afin de recenser les carences de sa propre action antiterroriste et d'y remédier. Il appuie les activités de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui visent à lutter contre la circulation des armes dans la sous-région et à mettre en place une stratégie sous-régionale complète de lutte contre le terrorisme. Il doit prendre part aux activités du Forum mondial de lutte contre le terrorisme.

18. La représentante du Nigéria se félicite des efforts faits par l'ONU pour mobiliser la volonté politique, élaborer des normes, renforcer les capacités et coordonner les activités des acteurs concernés. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies constitue un cadre utile et exhaustif qui doit assurer la cohérence de la riposte internationale au terrorisme. L'examen annuel de la Stratégie devrait permettre d'adapter celle-ci à l'évolution de la situation. Les activités menées par l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme pour faire connaître la Stratégie sont dignes d'éloges et il faut espérer que l'Équipe spéciale mènera de telles activités en Afrique de l'Ouest. Son rôle étant de coordonner l'action des organismes des Nations Unies, elle doit disposer de ressources suffisantes.

19. Le Nigéria est convaincu qu'une convention générale sur le terrorisme international est nécessaire et suit avec beaucoup d'intérêt les travaux du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale. Des progrès pourraient être réalisés dans la recherche d'une solution durable en remédiant aux situations propices à l'apparition et à la propagation du terrorisme. Le Nigéria se félicite que l'on reconnaisse de plus en plus qu'il faut élaborer et appliquer des stratégies exhaustives pour remédier à ces situations, notamment la radicalisation et le recrutement dans des groupes terroristes. Le point de départ d'une stratégie antiterroriste durable devrait être la prévention et la répression de l'incitation à la commission d'actes terroristes, y compris ceux qui sont motivés par l'extrémisme et l'intolérance.

20. **M. De Vega** (Philippines) dit que le terrorisme est une menace mondiale qui fait obstacle au développement, brise les liens entre les peuples et sème l'intolérance. Tous les pays doivent assumer la responsabilité de la lutte contre le terrorisme. Les Philippines demeurent attachées à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, un pilier de l'action visant à débarrasser le monde du terrorisme et à mettre à profit l'expérience internationale dans la lutte contre le terrorisme. Il est essentiel d'être conscient de l'existence des cadres régionaux et d'élaborer des instruments juridiques antiterroristes internationaux. La Convention de l'ASEAN contre le terrorisme, qui est maintenant en vigueur, offre un cadre juridique permettant de s'attaquer aux causes profondes du terrorisme.

21. Pour être efficaces, les stratégies adoptées par la communauté internationale doivent comprendre deux types d'approches. Le terrorisme est en effet un phénomène complexe qu'on ne peut combattre par les seuls moyens militaires. Les Philippines n'efforcent de parvenir à la paix par le dialogue, la compréhension et le développement. Les efforts des États Membres, dans le cadre de la coopération régionale et interrégionale, doivent reposer sur le respect des droits de l'homme et sur l'état de droit. La protection des droits de l'homme et le respect du droit en la matière ainsi que du droit international humanitaire doivent être au centre de l'action antiterroriste. Aux Philippines, la Loi sur la sécurité humaine est en train d'être modifiée pour en tenir compte, et le plan antiterroriste national met l'accent sur la nécessité de tenir compte des droits de l'homme. Une coopération internationale maximum est nécessaire pour appréhender les terroristes et couper leurs sources d'approvisionnement en armes. Au sein de la Coopération économique Asie-Pacifique, les Philippines ont été à la tête de la création de l'Équipe spéciale antiterroriste.

22. Le représentant des Philippines rend hommage au rôle de coordination que jouent la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, et il se félicite de la tenue du Colloque du Secrétaire général sur la coopération antiterroriste internationale et de la Réunion spéciale organisée pour commémorer le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Les Philippines s'engagent à œuvrer avec la communauté internationale à la lutte contre le terrorisme tout en soutenant l'état de droit et s'efforçant d'éliminer les conditions qui engendrent le terrorisme. Le représentant des Philippines espère que l'on parviendra bientôt à un consensus sur le projet de convention générale sur le terrorisme international malgré les divergences qui se sont exprimées par le passé sur la définition du terrorisme.

23. **M. Alfarhani** (Arabie saoudite) dit qu'il est maintenant essentiel de finaliser le projet de convention générale sur le terrorisme international, qui devrait comprendre une définition claire et exhaustive du terrorisme, y compris le terrorisme d'État, qui distingue celui-ci de la résistance légitime dans l'exercice du droit des peuples à la légitime défense et à l'autodétermination conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Il ne doit pas y avoir de parti pris, de distorsion des faits ni d'accusations

contre telle ou telle race, religion ou nationalité; le terrorisme n'est lié à aucun de ces éléments.

24. À l'ouverture de la session en cours, l'inauguration par le Secrétaire général du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme a donné une impulsion à l'action antiterroriste internationale. S'agissant des efforts bilatéraux, l'Arabie saoudite approuve et appuie les objectifs du GCTF qui visent à renforcer le rôle des structures antiterroristes mondiales existantes, dont le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme fait désormais partie, sous l'égide de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Il ne faut en outre pas oublier les efforts déployés par d'autres groupes internationaux pour instaurer la paix et la stabilité internationales et combattre toutes les formes de terrorisme. L'Arabie saoudite attache beaucoup d'importance à la coopération et la coordination entre le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et le GCTF dans les domaines du renforcement des capacités et du partage de l'information et des compétences en vue de réprimer et d'éliminer le terrorisme. Elle entend travailler à l'élaboration d'un projet de résolution de l'Assemblée générale sur le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme.

25. La plus grave de toutes les formes de terrorisme est le terrorisme d'État et les actes que certains États commettent directement ou indirectement en violation des droits du peuple palestinien dans les territoires arabes occupés, comme l'incursion qui a eu lieu tout récemment à Gaza, les entraves à la livraison par la communauté internationale d'une aide humanitaire au peuple assiégé de Gaza et toutes les pratiques et autres qui contreviennent au droit international- coutumier et conventionnel – et aux instruments relatifs aux droits de l'homme. Un peuple entier se voit dénier ses droits les plus fondamentaux et ses territoires ont été transformés en une vaste prison en raison de l'embargo injuste imposé par Israël, qui dans le même temps poursuit ses attaques militaires brutales contre ce peuple. Ces violations répétées sont la preuve vivante du terrorisme d'État pratiqué par Israël, qui agit au mépris du droit et des résolutions de légitimité internationale.

26. Les efforts concertés du Gouvernement et du peuple d'Arabie saoudite pour combattre le terrorisme sur tous les fronts constituent une réaction naturelle à un phénomène totalement étranger à leurs croyances et

culture. Le Royaume a donc joué un rôle majeur dans toutes les actions menées pour enrayer la propagation mondiale de ce phénomène. En conclusion, le représentant de l'Arabie saoudite se déclare reconnaissant de l'appui reçu aux fins de la création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme; la communauté internationale ne manquera pas d'en recueillir les fruits.

27. **M. Delgado Sánchez** (Cuba) dit que son pays condamne tous les actes de terrorisme, quels qu'en soient les motifs, y compris ceux dans lesquels des États sont impliqués directement ou indirectement. Il condamne vigoureusement les attentats récemment perpétrés en Norvège et en Namibie, et les bombardements aveugles auxquels des forces militaires se sont livrées contre la population civile en Libye, y compris ceux de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Il est inacceptable que sous le prétexte de lutter contre le terrorisme, certains États commettent des actes d'agression et interviennent dans les affaires intérieures d'autres États et soit commettent, soit permettent la commission de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire, comme la torture, les enlèvements, les détentions illicites, les disparitions et les exécutions extrajudiciaires. Faire ainsi deux poids deux mesures et agir unilatéralement va à l'encontre de la Charte des Nations Unies et des buts et principes du droit international et renforce les idéologies extrémistes tout en compromettant la légitimité de la lutte contre le terrorisme international.

28. Le représentant de Cuba dit qu'il rejette catégoriquement la décision prise en août 2011 par le Département d'État des États-Unis d'Amérique d'inscrire une nouvelle fois Cuba sur une liste d'États accusés de soutenir le terrorisme international. Ceci illustre l'irrationalité de la politique des États-Unis envers Cuba, qui est depuis plus de 50 ans victime d'un blocus économique, commercial et financier imposé contre les vœux de la communauté internationale.

29. Cuba a mené une action exemplaire contre le terrorisme et n'a jamais permis et ne permettra jamais que son territoire soit utilisé pour mener, organiser ou financer des actes de terrorisme contre un autre État. Les autorités des États-Unis le savent mais leurs politiques actuelles envers Cuba sont motivées par les intérêts d'extrémistes de Miami qui ont des liens avec Washington. Un câble émanant de la Section d'intérêts des États-Unis à Cuba, daté du 27 février 2009, et

obtenu par Wikileaks, reconnaît qu'il n'y a pas de groupes terroristes autochtones anti-américains ou autres à Cuba et que le Gouvernement cubain ne permettrait à aucune organisation d'opérer dans le pays à des fins terroristes. C'est ce qu'a déclaré l'ex-Président des États-Unis, Jimmy Carter, lors d'une visite effectuée récemment à Cuba.

30. Même aujourd'hui, le terroriste le plus connu de l'hémisphère occidental, Luis Posada Carriles, peut se promener librement à Miami ou à New York. Si les autorités des États-Unis n'avaient pas été complices des 713 actes de terrorisme commis à Cuba depuis quelque 50 ans et qui ont fait 3 478 morts et 2 099 blessés graves, il aurait été possible de considérer comme une plaisanterie la parodie de procès qui s'est déroulée au Texas et qui a conclu qu'il ne s'agissait pas d'un terroriste mais d'un menteur. En mai 2011, il a rencontré, dans un endroit clairement visible à partir de la Mission cubaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, un immeuble qu'il a essayé de faire exploser quelques années auparavant, un groupe d'individus connus pour être mêlés au terrorisme et à des actes de violence, puis a réuni dans un restaurant de New York des représentants d'organisations terroristes afin de lever des fonds destinés de son propre aveu à financer des actes de violence contre Cuba.

31. Le Federal Bureau of Investigation des États-Unis et la Central Intelligence Agency, comme le montrent leurs documents qui ont été déclassifiés, reconnaissent sa culpabilité. Les États-Unis d'Amérique doivent donc arrêter de trouver des excuses et exécuter leur obligation internationale de juger et d'extrader l'intéressé. Peut-être le fait que les victimes sont originaires d'un pays du tiers monde les rend moins importantes. La politique consistant à faire deux poids deux mesures explique aussi pourquoi cinq Cubains sont depuis 13 ans injustement emprisonnés aux États-Unis et subissent un traitement cruel et dégradant pour avoir défendu leur pays contre de tels terroristes.

32. Cuba est totalement impliqué dans la lutte contre le terrorisme. Il appuie l'adoption d'une convention générale afin de combler les lacunes juridiques existantes. Une telle convention doit s'étendre aux activités des personnes agissant sur ordre des forces armées d'un État ou de groupes paramilitaires irréguliers, à chaque fois qu'ils commettent des actes terroristes ne relevant pas du droit international humanitaire. La convention doit aussi distinguer

clairement entre le terrorisme et la lutte légitime que mènent les peuples pour leur indépendance et pour défendre leur droit à l'autodétermination.

33. Cuba est favorable à la convocation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies d'une conférence internationale qui serait chargée d'élaborer une riposte organisée au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Il continuera d'œuvrer à renforcer la fonction centrale de l'Organisation des Nations Unies s'agissant d'adopter des mesures juridiques pour combattre le terrorisme international.

34. **M. Muhumuza** (Ouganda) dit que l'Ouganda condamne le terrorisme dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les objectifs et les auteurs. La menace du terrorisme demeure présente en Afrique, en raison de l'instabilité politique qui perdure dans la Corne de l'Afrique et des activités de divers groupes armés. Les importantes difficultés que soulèvent le contrôle des frontières et la menace de la piraterie et d'autres crimes en mer réduisent les ressources dont disposent les États pour lutter contre le terrorisme.

35. Le 20 juillet 2011, deux attentats terroristes à l'explosif ont tué plus de 70 personnes et en ont blessé de nombreuses autres à Kampala. Les auteurs de ces attentats ont toutefois depuis lors été traduits en justice et reconnus coupables. Certains d'entre eux ont avoué, relatant comment ils avaient été recrutés par Al-Shabaab. Un tel succès n'aurait pas été possible sans une coopération efficace entre les services de police du pays et ceux d'autres États. L'action que l'Ouganda continue de mener contre Al-Shabaab bénéficie du soutien de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et des forces du Gouvernement fédéral de transition de Somalie. Toutefois, l'aide de la communauté internationale, notamment en matière de renforcement des capacités, est nécessaire pour libérer l'ensemble de la Somalie, et pas seulement la capitale, Mogadishu, où un attentat suicide aurait tué 70 personnes ou plus le matin même.

36. Les acteurs étatiques et non étatiques doivent œuvrer de concert contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, en empêchant les terroristes de se réfugier où que ce soit, en coupant leurs sources de financement et en améliorant la préparation aux situations d'urgence et les moyens d'intervention. Le représentant de l'Ouganda déplore l'immersion, au large des côtes somaliennes, de déchets toxiques

susceptibles d'être recyclés par des terroristes pour fabriquer des armes. Cette immersion de déchets doit cesser. Et ceux qui s'y sont livrés doivent nettoyer les sites concernés.

37. **M^{me} Rubiales de Chamorro** (Nicaragua) dit que le Nicaragua condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, y compris le terrorisme d'État dont le peuple et le Gouvernement nicaraguayens ont été victimes. Il est préoccupant que la "guerre contre la terreur" ait été utilisée pour attaquer des peuples frères, violant les droits de l'homme de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ou leur prenant la vie. Ces gens sont cyniquement appelés les "victimes collatérales" des bombes et missiles terroristes de pays puissants. Des informations sont reçues quotidiennement faisant état de prisons secrètes, de détentions illicites, de disparitions forcées et d'alliances avec les terroristes mêmes qui sont censés être visés. Le Nicaragua condamne tous ces actes belliqueux. La Stratégie antiterroriste internationale doit être coordonnée et transparente et doit demeurer dans les limites du droit international et du droit international humanitaire.

38. La représentante du Nicaragua condamne également le cynisme et l'attitude consistant à faire deux poids deux mesures de ceux qui, tout en mobilisant la communauté internationale pour éliminer le terrorisme, accueillent eux-mêmes des terroristes notoires sur leur territoire, comme les personnes qui ont causé la mort de civils innocents à Cuba et au Venezuela. Alors que Luis Posada Carriles est libre aux États-Unis, les cinq Cubains qui se sont infiltrés dans les réseaux terroristes de ce pays et ont ainsi sauvé la vie de Cubains innocents sont toujours emprisonnés en Floride.

39. La délégation nicaraguayenne appuie la nation et le peuple de Palestine et condamne les violations par Israël du droit international et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Dans les territoires occupés, le terrorisme d'État se manifeste quotidiennement.

40. Le terrorisme ne peut pas et ne doit pas être imputé à un groupe religieux, national ou ethnique particulier, pas plus que l'appartenance à de tels groupes ne doit être utilisée pour le justifier. Il faut toutefois distinguer clairement entre les actes de terrorisme et la lutte légitime que mènent les peuples soumis à l'occupation étrangère et à la domination

coloniale dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, comme en Palestine.

41. Une convention générale sur le terrorisme international est nécessaire, car l'absence continue d'un tel texte constitue un message négatif pour les peuples du monde, en particulier ceux qui sont ou ont été victimes du phénomène. Les débats devraient se poursuivre sur les questions en suspens, y compris une définition claire du terrorisme, qui doit englober le terrorisme d'État, et l'inclusion dans le champ d'application du texte des actes des forces armées des États qui ne sont pas conformes au droit international humanitaire. La représentante du Nicaragua rappelle la proposition faite à cet égard par la délégation cubaine dans le document A/AC.252/2005/WP.2. Le Nicaragua est favorable à la convocation d'une conférence de haut niveau sur le terrorisme afin de rapprocher les positions des États et de préserver la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies en matière de terrorisme.

42. **M. Raza Bashir Tarar** (Pakistan) dit que son pays condamne sans équivoque le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, où que les actes soient commis, quels qu'en soient les auteurs et les cibles, tout comme le massacre insensé de civils, où qu'il se produise, qu'il soit motivé par des divergences idéologiques ou qu'il résulte de l'usage disproportionné de la force contre des cibles sans défense. Le terrorisme et l'extrémisme ne peuvent pas et ne doivent pas être associés à une religion, une race, une origine ethnique, un système de valeur, une culture ou une société quels qu'ils soient.

43. Une approche globale est nécessaire pour combattre le terrorisme, et les intérêts nationaux à court terme ne doivent pas avoir la priorité sur la paix et la sécurité mondiales à long terme. Les causes profondes du terrorisme, notamment la pauvreté, le chômage et les différends qui perdurent, doivent être éliminés par le dialogue, la compréhension et la compassion, et il convient d'éviter les politiques susceptibles d'aliéner les gens et de les exposer encore davantage à l'extrémisme. Le représentant du Pakistan appuie la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et la pratique consistant à l'examiner à intervalles réguliers. Dans la mise en œuvre de cette stratégie, il convient de respecter l'état de droit et les droits de la défense. Comme la stratégie comprend le dialogue interculturel, elle devrait s'attaquer au problème du dénigrement de certaines religions et

promouvoir le développement économique et social. Afin de garantir leur régularité, les procédures des comités du Conseil de sécurité doivent continuer d'être réformées.

44. Le Pakistan suit l'approche globale adoptée dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Il s'occupe du bien-être et de la réadaptation des victimes du terrorisme. Le monde a applaudi les succès remportés par ses forces de sécurité dans la lutte contre le terrorisme. Le Gouvernement a déployé 160 000 soldats à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan et mis en place 822 postes frontières pour intercepter les membres d'Al Qaida et les Taliban. La lutte contre le terrorisme a déjà coûté la vie à 30 000 Pakistanais. Le Pakistan est partie à 11 instruments antiterroristes internationaux et à 2 instruments antiterroristes régionaux. Il a adhéré à la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme, et s'est doté de sa propre législation contre le blanchiment de capitaux. Une cellule de renseignement financier a été créée au sein de la Banque nationale et des centaines de comptes en banque ont été gelés. Le Pakistan applique également les normes énoncées dans les diverses recommandations du Groupe d'action financière (GAFI).

45. Les principes du consensus et de la coopération devraient régir l'adoption du projet de convention générale sur le terrorisme international. Plusieurs questions restent sans réponse en ce qui concerne la définition du terrorisme et le champ d'application de la Convention, mais le Pakistan est prêt à engager des négociations sur ces points. La Convention doit distinguer clairement entre les actes de terrorisme et la lutte légitime que mènent les peuples sous occupation étrangère pour leur autodétermination. Les questions de droit international humanitaire doivent être traitées en utilisant la terminologie appropriée.

46. Enfin, le représentant du Pakistan se félicite de la création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et appuie la proposition de convoquer une conférence de haut niveau sur le terrorisme international.

47. **M. Momen** (Bangladesh) dit que son pays condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Il applique une politique de tolérance zéro à l'égard du terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme religieux. Il est partie

à 13 instruments antiterroristes internationaux, à la Convention régionale sur la répression du terrorisme de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale et à son Protocole et à la Convention antiterroriste de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle. Le Gouvernement bangladais a proposé de créer une équipe spéciale antiterroriste pour l'Asie du Sud. Il ne permet pas que son territoire soit utilisé pour organiser des activités terroristes ou subversives contre un autre État. Tous les groupes terroristes qui figurent sur la Liste récapitulative du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) sont interdits au Bangladesh, et sont activement pourchassés.

48. Au cours des deux années précédentes, le Bangladesh a fait tout ce qu'il a pu pour aligner sa législation et ses institutions antiterroristes, y compris celles qui luttent contre le blanchiment de capitaux, sur les quatre piliers du Plan d'action de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Sa première loi antiterroriste, adoptée en 2009, a été récemment actualisée compte tenu des normes mondiales. En 2009, le Bangladesh a aussi adopté la première Ordonnance pour la prévention du blanchiment de capitaux. Sa première stratégie antiterroriste nationale vient juste d'être finalisée, conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale. Il a aussi accédé à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

49. Il faut combattre la radicalisation au moyen d'une stratégie englobant l'éducation, la sensibilisation, l'autonomisation des femmes et la propagation des valeurs laïques et culturelles. Au Bangladesh, les dirigeants religieux, y compris les imams, jouent un rôle s'agissant de faire prendre conscience de la menace que constituent le terrorisme et l'extrémisme religieux.

50. Il faut achever l'élaboration du projet de projet de convention générale sur le terrorisme international et la définition du terrorisme doit englober tous les actes terroristes, qu'ils soient le fait d'États ou d'acteurs non étatiques. Il faut distinguer entre le terrorisme et la lutte légitime que mènent les peuples contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et pour le droit à l'autodétermination. L'Organisation des Nations Unies doit orienter le discours comme l'action au niveau mondial pour lutter contre le terrorisme. Le renforcement des capacités nationales et la formation

de personnel, en particulier dans les pays les moins avancés, devraient constituer une priorité.

51. S'agissant de l'institutionnalisation progressive de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et de la création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, le représentant du Bangladesh propose la création d'une base de données mondiale complète sur les groupes terroristes et les suspects afin de faciliter la coordination et le partage du renseignement. Il faut s'attaquer aux causes profondes du terrorisme, y compris la pauvreté extrême et les inégalités économiques, l'exclusion politique et la marginalisation socioéconomique, les catastrophes naturelles et la perte des moyens de subsistance en raison de phénomènes climatiques. Les droits de l'homme et l'état de droit doivent recevoir un rang de priorité élevé.

52. Le Bangladesh continuera à promouvoir la démocratie multipartite, la liberté de la presse, la laïcité, une culture de paix et de non-violence, le dialogue interconfessionnel et interculturel et la tolérance ethnique et religieuse, ainsi que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, une croissance économique soutenue, l'autonomisation des femmes et l'éducation pour tous. Il entend renforcer son régime juridique et institutionnel pour lutter contre les causes de l'extrémisme et du terrorisme.

53. **M. Kohona** (Sri Lanka) dit que pendant trois décennies, son pays a été exposé au terrorisme. Les dirigeants mondiaux doivent intensifier leurs efforts pour remédier aux carences des mécanismes antiterroristes internationaux. Les événements qui se sont produits récemment à Oslo, Mumbai et Abuja viennent rappeler qu'aucun pays n'est à l'abri du phénomène. Au Sri Lanka, une campagne de terreur a été menée par un groupe qui essayait de se constituer un territoire mono-ethnique, recevant un appui et des armes de sympathisants se trouvant pour la plupart dans des pays occidentaux, et qui encourageait également le recrutement d'enfants. La décision d'engager une action militaire contre les Tigres de la libération de l'Eelam tamoul (LTTE) n'a été prise en 2006 qu'après que ce groupe ait par trois fois rejeté des offres de négociation. Cet engagement militaire reposait sur une distinction nette entre terroristes et civils; son objectif ultime était une opération de sauvetage humanitaire visant à soulager 300 000 civils retenus contre leur volonté pour servir de monnaie d'échange et de bouclier humain.

54. Tout au long du conflit, le Gouvernement a pris des mesures résolues pour défendre les droits de l'homme et fournir aux populations une alimentation et des soins de santé. Les sympathisants des LTTE ont mené une campagne de propagande bien financée pour gagner la sympathie de la communauté internationale à l'issue de la défaite militaire de 2009. Cependant, l'ensemble de la population du Sri Lanka jouit des bénéfices de la croissance économique, à l'abri des balles et des bombes des LTTE. Alors que le pays se tourne vers l'avenir, il n'oublie pas ce que le terrorisme lui a fait par le passé et reste conscient de la menace que constituent les agents des LTTE, qui continuent de souscrire à une idéologie destructive et raciste, et les organisations qui leur servent de façade à l'étranger.

55. Comme l'a montré l'expérience de Sri Lanka, aucun groupe terroriste ne peut survivre longtemps sans appui extérieur. Pour cette raison, la communauté internationale doit adopter une approche globale de la lutte contre le terrorisme. Le représentant du Sri Lanka espère donc que la convention générale sur le terrorisme international pourra être adoptée par consensus sans retard. Les mécanismes antiterroristes mondiaux devraient être renforcés, car les terroristes utilisent des mécanismes internationaux qui semblent légitimes et les médias peuvent facilement être exploités.

56. Le Sri Lanka est partie à 13 instruments antiterroristes internationaux. Il reconnaît la complexité du phénomène et de ses causes profondes. Les groupes terroristes cultivent des liens avec la criminalité transnationale organisée et tirent profit de la traite des êtres humains, du trafic d'armes, de la fraude aux cartes de crédit et de la cybercriminalité. Ils s'efforcent de diffuser une image fausse du pays qu'ils visent à l'étranger. Le terrorisme ne peut être associé à aucun groupe ethnique ou religieux, pas plus qu'il ne peut être vaincu par des moyens militaires uniquement. L'Organisation des Nations Unies doit demeurer à la tête de la lutte contre le terrorisme, ses États Membres contribuant à l'élaboration de normes juridiques. Sri Lanka soutient la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et les divers mécanismes adoptés pour lutter contre ce phénomène.

57. **M^{me} Randrianarivony** (Madagascar) se félicite du Colloque sur la coopération antiterroriste internationale organisé le 19 septembre 2011 par le Secrétaire général. Madagascar condamne catégoriquement tous les actes de terrorisme et souscrit

pleinement à la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Le pays participe à toutes les initiatives antiterroristes sous-régionales et régionales. Madagascar salue les efforts faits par l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme pour mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et donner effet aux dispositions de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. En tant que membre de la Commission de l'océan Indien (COI), Madagascar participe pleinement, avec les autres pays insulaires de l'océan Indien du Sud-Ouest, aux activités visant à garantir la stabilité de la région et à lutter contre le terrorisme.

58. Une convention sur la sécurité régionale, définissant des modèles de coopération, a été adoptée, et une conférence régionale organisée en juin 2007 a examiné la question de l'échange d'informations sur le maintien de l'ordre et la sécurité publics. Les recommandations adoptées en juin 2011 lors de la troisième réunion de la plate-forme régionale de la COI sur la justice à Maurice a débouché sur la constitution d'un réseau de coopération judiciaire, en association avec d'autres instances comme le Réseau judiciaire européen (EUROJUST), et la Plate-forme judiciaire régionale des pays du Sahel. Les pays membres des programmes de la COI sur la sécurité et la justice ont l'intention de relier leurs dispositifs d'information et de communication sur les questions juridiques, en particulier en matière d'entraide judiciaire et d'extradition.

59. Madagascar est partie à 13 instruments antiterroristes internationaux et est membre du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) à Alger. La représentante de Madagascar espère que l'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international sera achevée rapidement et qu'une conférence de haut niveau sera convoquée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. La proposition déjà élaborée dans le cadre du Groupe de travail de la Sixième Commission (voir A/C.6/65/L.10, annexes) en 2007 constitue une bonne base de compromis devant permettre de progresser.

60. **M. Htut** (Myanmar) dit que son pays a toujours condamné le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Il n'y a pas nécessairement de liens entre le terrorisme et telle ou telle religion, race, culture ou identité. Aucun pays ne doit, sous le

couvert de lutter contre le terrorisme, s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre État, et les mesures prises pour combattre le terrorisme doivent être adaptées à la situation particulière de chaque région et de chaque pays. Dans la lutte contre le terrorisme, toutes les options juridiques doivent être envisagées.

61. Le Myanmar est partie à 11 instruments antiterroristes internationaux, et signataire de l'un d'entre eux. Il coopère avec l'Organisation des Nations Unies en la matière et a présenté les rapports voulus au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme. En 2007, il a signé la Convention de l'ASEAN sur la lutte contre le terrorisme et participe à l'action antiterroriste de l'Association. Il a toujours joué un rôle actif dans la coopération antiterroriste internationale. L'arsenal juridique antiterroriste du Myanmar comprend son Code pénal de 1861, la Loi de 2002 sur le blanchiment de capitaux, la Loi de 2004 sur l'entraide judiciaire en matière pénale ainsi que des règlements élaborés avec l'assistance de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC). Il est doté d'une cellule de renseignement financier et est membre du Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux.

62. Le Myanmar apprécie le travail réalisé par le Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996 pour élaborer le projet de convention générale sur le terrorisme international. La communauté internationale doit rester unie dans la lutte contre le fléau du terrorisme.

63. **M. Muchemi** (Kenya) dit que le Kenya condamne vigoureusement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et estime qu'une coopération internationale est nécessaire dans cette lutte. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies offre un cadre solide à cette action. Le Kenya attache la plus grande importance à la finalisation du projet de convention générale sur le terrorisme international et il engage la Sixième Commission à se montrer à la hauteur de la tâche. Il rend hommage au travail accompli par le Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale s'agissant de parvenir à un consensus sur les questions en suspens, et il est favorable à la convocation d'une conférence de haut niveau sur le terrorisme international.

64. Le Kenya est partie à 14 des 16 instruments antiterroristes internationaux, et depuis 2009 sa situation fait l'objet d'un examen par le Groupe chargé de la coopération internationale du GAFI. Sa législation contre le blanchiment de capitaux, la Loi de 2010 sur les produits du crime et le blanchiment de capitaux, est fondée sur les normes du GAFI et contient des dispositions permettant de confisquer les produits du crime et de geler des avoirs.

65. L'expérience du Kenya en matière du terrorisme remonte à décembre 1980, lorsque les terroristes ont attaqué l'hôtel Norfolk à Nairobi, et depuis lors des attentats à la bombe ont été perpétrés contre l'Ambassade des États-Unis et un hôtel touristique à Mombasa. Pour éviter les attentats, le Kenya a créé une cellule antiterroriste au sein de la police, un Centre national de lutte contre le terrorisme et une cellule chargée des poursuites en matière de terrorisme, et il a renforcé la sécurité aux frontières et dans les aéroports. Il est membre du Groupe anti-blanchiment de l'Afrique orientale et australe (GABAOA), et œuvre au règlement des problèmes de sécurité dans sa région dans le cadre de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de la Communauté d'Afrique de l'Est. Il a adhéré à des protocoles contraignants sur la sécurité régionale visant à mettre un terme à la prolifération des armes de petit calibre dans la région. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) joue un rôle majeur dans le renforcement des capacités au Kenya et dans la région en général.

66. **M^{me} Woldeyohannes** (Érythrée) dit que sa délégation condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, où que les actes soient commis et quels qu'en soient les auteurs, et estime qu'il ne doit pas être associé à une religion, une nationalité ou un groupe ethnique particuliers. Les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies doivent se voir accorder la même attention, notamment les causes du terrorisme et les conditions propices au terrorisme.

67. Souhaitant que des progrès soient réalisés dans la négociation du projet de convention générale sur le terrorisme international, la représentante de l'Érythrée dit que cette négociation est toujours entravée par l'absence d'une définition claire des actes de terrorisme et par la question de la lutte légitime que mènent les peuples sous occupation étrangère ou coloniale ou sous domination étrangère dans l'exercice

de leur droit à l'autodétermination. Elle remercie le Secrétaire général et le Président et la Coordinatrice du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996 de leurs rapports et des efforts faits pour achever l'élaboration du projet de convention générale et convoquer une conférence de haut niveau sur le terrorisme international.

68. Dans l'action qu'elle mène pour lutter contre le terrorisme, l'Organisation doit aussi veiller à ce que le terrorisme ne soit pas politisé à des fins particulières. Il est inacceptable de menacer d'employer ou d'employer la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tel ou tel État sous le prétexte de combattre le terrorisme. Le terrorisme ne peut non plus être combattu que par des moyens militaires, et toute mesure prise dans cette lutte doit être conforme au droit international. L'Érythrée, qui a une longue expérience de la lutte antiterroriste, s'engage à œuvrer aux niveaux national, régional et international pour élaborer et appliquer des mesures antiterroristes efficaces et conformes au droit international.

69. **M. Nejmeddine Lakhal** (Tunisie) dit que le terrorisme menace la paix et la sécurité, entrave le développement économique et social et a des effets traumatiques sur la société civile, comme l'a confirmé le Colloque sur la coopération antiterroriste internationale organisé par le Secrétaire général et la Réunion spéciale ayant marqué le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

70. La riposte au terrorisme de la communauté internationale doit essentiellement viser à s'attaquer à ses causes profondes, notamment les problèmes socioéconomiques, le racisme et la xénophobie. Une définition claire du terrorisme doit être adoptée. Elle doit comprendre l'occupation étrangère et le terrorisme d'État, l'une et l'autre constituant des violations du droit international, et doit mettre l'accent sur la protection des droits de l'homme et sur la primauté du droit. La coopération et la coordination de l'action antiterroriste doivent être renforcées aux niveaux international, régional et sous-régional par l'échange d'information, la fourniture d'une assistance technique et, le cas échéant, des transferts de technologies. Des mesures efficaces doivent être mises en place pour mettre fin à la détention illégale d'armes de petit calibre par les populations civiles à la suite de situations de crise ou de conflit. Des mesures

préventives sont également nécessaires, notamment dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation.

71. La Tunisie condamne vigoureusement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et s'engage à appuyer l'action internationale visant à l'éliminer, dans le strict respect des droits de l'homme et de la primauté du droit. Elle se félicite de la création sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et à l'initiative du Royaume d'Arabie saoudite du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme.

72. **M. Válek** (République tchèque) dit que la question du terrorisme ne pourra être réglée qu'au niveau multilatéral. La République tchèque appuie tous les efforts faits en ce sens par l'Organisation des Nations Unies et se félicite aussi des activités menées par le Bureau de l'Ombudsman pour rendre compte au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida et les Taliban et les individus et entités qui leur sont associés en ce qui concerne les demandes de radiation des listes afin de renforcer les garanties d'une procédure régulière dans la mise en œuvre des sanctions.

73. L'une des principales priorités de la Sixième Commission doit être de finaliser le projet de convention générale sur le terrorisme international. Les délégations doivent donner sa chance à la proposition d'ensemble présentée en 2007 par la Coordinatrice du Groupe de travail de la Sixième Commission (voir A/C.6/65/L.10, annexes), dont le texte réussit, en son article 3, à préserver l'intégrité du droit international humanitaire. Un consensus est maintenant possible à condition que les parties à la négociation fassent preuve de la bonne volonté nécessaire.

74. **M. Pavlichenko** (Ukraine) dit que son pays condamne vigoureusement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les mobiles ou les objectifs. Il est partie à quelque 20 instruments antiterroristes internationaux et coopère activement à l'action antiterroriste de nombreuses organisations et organes internationaux, notamment l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Conseil de l'Europe et le GAFI. Les autorités ukrainiennes œuvrent efficacement à la lutte contre le terrorisme avec les pays voisins, notamment ceux issus de l'ex-Union soviétique. Elles coopèrent au niveau sous-régional dans le cadre de l'Organisation pour la démocratie et le développement économique

(GUAM). L'Ukraine a des liens bilatéraux avec de nombreux autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies et son Comité d'État chargé de la surveillance financière a conclu environ 40 accords bilatéraux avec des partenaires d'autres pays pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Elle continue à améliorer ses lois et règlements, et son Code pénal réprime l'incitation à commettre des actes de terrorisme et la fourniture d'une aide financière et matérielle à cette fin.

75. La délégation ukrainienne appuie la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et approuve le rôle central qui est celui de l'Organisation dans la lutte contre le terrorisme. Tous les États Membres devraient œuvrer vigoureusement à la mise en œuvre de la Stratégie. Elle se félicite des améliorations apportées récemment aux procédures d'inscription sur les listes et de radiation des listes du Conseil de sécurité des individus et entités faisant l'objet de sanctions.

76. La finalisation et l'adoption du projet de convention générale sur le terrorisme international est l'une des tâches les plus importantes qui reste à accomplir. La proposition présentée en 2007 par la Coordinatrice du Groupe de travail de la Sixième Commission (voir A/C.6/65/L.10, annexes) est un pas dans la bonne direction et peut servir de base à un consensus. Le représentant de l'Ukraine souscrit à la proposition de convoquer une conférence de haut niveau qui pourrait contribuer à identifier les causes profondes du terrorisme et aurait plus de poids si le projet de convention était adopté. L'Ukraine s'engage à coopérer à la lutte contre le terrorisme aux niveaux national, régional et mondial.

77. **M. Mohammadi** (République islamique d'Iran) dit que l'Iran condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, notamment le terrorisme d'État, et souscrit à l'interdiction coranique de tuer un être humain sans justification. L'Iran lui-même a constamment été la cible de terroristes. Ses scientifiques ont également été victimes d'actes de terrorisme orchestrés de l'extérieur dans le cadre d'une campagne visant à priver le pays de son droit légitime de maîtriser les technologies nucléaires avancées à des fins pacifiques. Il a ainsi une bonne raison de mobiliser ses forces pour se défendre et défendre ses citoyens contre le terrorisme.

78. En juin 2011, plus de 70 États ainsi que des organisations internationales et régionales et des

experts ont participé à la Conférence internationale sur la lutte mondiale contre le terrorisme, tenue à Téhéran. Un rapport sur les résultats de la Conférence a maintenant été publié comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité (A/65/926-S/2011/512).

79. Les causes profondes de l'expansion du terrorisme comprennent le recours illicite à la force contre certains États, l'agression et l'occupation étrangère, et l'ingérence dans les affaires intérieures des États. Dans la région de l'Iran, le terrorisme est principalement causé et alimenté par des conflits d'origine extérieure. L'emploi excessif de la force armée, au nom de la lutte contre le terrorisme, a contribué à semer le désespoir parmi les populations ciblées. Dans les pays voisins de l'Iran, un nombre croissant d'hommes, de femmes et d'enfants sont victimes de frappes aériennes et de bombardements aveugles. La forme la plus affreuse du terrorisme est le terrorisme d'État pratiqué par une puissance occupante.

80. Le terrorisme est politiquement manipulé par certains acteurs qui financent et organisent des actes de terrorisme ou y participent, qui recourent au terrorisme d'État et à des exécutions extrajudiciaires tout en négociant avec des terroristes lorsqu'ils jugent qu'il est dans leur intérêt national étroitement défini de le faire. Ironiquement, un État qui pratique depuis longtemps le terrorisme d'État continue de faire figurer un certain nombre d'autres pays sur une liste d'États appuyant le terrorisme afin de faire pression sur eux. L'hypocrisie d'une telle attitude fait le jeu des groupes terroristes. Il est essentiel d'éviter de faire deux poids deux mesures et d'agir conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international, au droit international des droits de l'homme et au droit humanitaire, et de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États. Les tentatives faites pour associer le terrorisme à une culture, une religion ou une nationalité particulière sont déplorables et ne font qu'ouvrir la voie au terrorisme. La délégation iranienne se félicite des initiatives prises pour promouvoir le dialogue entre les civilisations, les cultures et les religions.

81. Elle attache beaucoup d'importance aux négociations sur le projet de convention générale sur le terrorisme international et éprouve elle aussi un sentiment de frustration face à leur prolongation. Il faut poursuivre les efforts pour parvenir à un consensus. Un accord doit être trouvé sans compromettre les normes et principes établis du droit international humanitaire

concernant la légitimité de la lutte des peuples contre l'occupation étrangère, l'agression et la domination coloniale et étrangère, et pour l'autodétermination. La définition du terrorisme doit distinguer les actes odieux de terrorisme de ces luttes légitimes. La convention elle-même doit ériger en infraction les actes de terrorisme commis par des États.

82. **M. Almakhadi** (Yémen) dit que son pays condamne dans son principe tous les actes de terrorisme, quels que soient leurs justifications ou mobiles. En aucune circonstance le terrorisme ne doit être lié à une quelconque religion, culture ou nationalité. Le terrorisme est un fléau criminel auquel il faut s'attaquer avec vigueur et détermination. À cette fin, il faut finaliser le projet de convention générale sur le terrorisme international, et notamment élaborer une définition claire et exhaustive du terrorisme qui distingue celui-ci de la résistance légitime qui est l'expression du droit des peuples à résister à l'agression conformément à la Charte des Nations Unies.

83. Le Yémen a ratifié la plupart des instruments antiterroristes internationaux et a pris de nombreuses mesures pour combattre le terrorisme au niveau national. À cet égard, il a adopté une loi contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, amendé son Code pénal pour ériger en infraction l'aide apportée au terrorisme, y compris l'incitation au terrorisme, et conclu des accords bilatéraux sur l'échange de compétences techniques dans les domaines de la lutte contre la criminalité et du partage de l'information. Un projet de loi antiterroriste est actuellement examiné par le Parlement du Yémen dans le cadre des procédures constitutionnelles requises qui présente la particularité de tenir compte des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme. Des activités de sensibilisation de la population sont actuellement menées dans le but de renforcer les principes de la tolérance, de la justice et du compromis.

84. Malgré ses faibles ressources et l'absence d'appui international, le Yémen continue de lutter contre le terrorisme et a ainsi réussi à chasser Al-Qaïda du pays et à déjouer ses menées subversives. Une stratégie bien intégrée est toutefois nécessaire pour renforcer les capacités nationales et mobiliser des ressources à l'appui de l'action menée par le Gouvernement pour combattre l'extrémisme et l'idéologie terroriste en s'attaquant à leurs causes socioéconomiques sous-jacentes. Le Yémen se félicite de la signature de

l'accord portant création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme.

85. **M. Şahinol** (Turquie) dit que son pays condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Le terrorisme ne peut être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation particulière ni à aucun groupe ethnique. De nombreux facteurs sociaux, économiques, politiques et autres sont exploités par les organisations terroristes pour grossir leurs rangs et susciter l'adhésion à leur cause. Les mesures antiterroristes doivent comprendre une large gamme d'activités aux niveaux international, national et local.

86. En raison de l'absence de volonté politique ou du manque de moyens, des lacunes subsistent dans l'application des résolutions du Conseil de sécurité relatives au terrorisme. Une approche uniforme est nécessaire pour identifier les responsables et les traduire en justice. Les 13 principaux instruments antiterroristes internationaux doivent être intégralement appliqués, et il faut donc que tous les pays les ratifient et les mettent en œuvre. Tous les membres de l'Organisation des Nations Unies doivent s'efforcer d'achever l'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international. Une autre priorité doit consister à lutter contre la corruption et le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme par la criminalité organisée. La coopération judiciaire internationale n'est pas moins importante que la coopération en matière de sécurité, et le principe "poursuivre ou extradier" doit être rigoureusement appliqué. En l'absence d'une convention mondiale sur la coopération judiciaire, l'Organisation des Nations Unies doit faire preuve de davantage de dynamisme dans ce domaine. Des mesures doivent être prises pour que les terroristes ne puissent trouver refuge nulle part et n'échappent pas à la justice. Il faut remédier aux vides juridiques existants et aux carences des services de détection et de répression des infractions. Il faut être beaucoup plus prudent s'agissant d'accorder le droit d'asile, afin de refuser l'asile aux terroristes et à leurs partisans. Il faut mettre un terme aux mouvements des terroristes et à leur approvisionnement en armes par des contrôles aux frontières plus efficaces et un renforcement de la coopération en matière d'échange d'informations.

87. L'Organisation des Nations Unies est au centre de l'action antiterroriste. En ce sens, la Turquie appuie vigoureusement la promotion et la mise en œuvre de la

Stratégie antiterroriste mondiale. Pour lutter contre les forces qui alimentent la polarisation et l'extrémisme, il est nécessaire d'engager un dialogue et d'améliorer la compréhension entre les civilisations. L'Alliance des civilisations – ONU (UNAOC) a été établie à l'initiative de la Turquie et de l'Espagne pour faciliter le dialogue et l'harmonie grâce aux valeurs communes des différentes cultures et religions.

88. Le représentant de la Turquie appelle l'attention sur la nécessité d'une coopération plus étroite et plus efficace entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, et il se félicite du renforcement des relations entre le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme et les États Membres. La Turquie a l'intention de redoubler d'efforts dans la lutte contre le terrorisme.

89. **M. Alalawi** (Oman) dit qu'il est dans l'intérêt de tous d'éliminer toutes les formes de terrorisme. Dans le cadre de sa coopération avec la communauté internationale à cette fin, Oman a ratifié 10 des 13 instruments antiterroristes internationaux et a aligné sa législation interne en conséquence en adoptant des lois pour lutter contre le terrorisme, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il souscrit à l'opinion selon laquelle le terrorisme ne se limite pas à un peuple, une race ou une religion et qu'il doit être combattu en étudiant ses origines et ses causes.

90. Lutter contre le terrorisme et protéger les droits de l'homme ne sont pas des objectifs contradictoires mais complémentaires et se renforçant mutuellement. La coopération régionale et sous-régionale a une influence extrêmement positive à cet égard. Oman appuie la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et appelle de ses vœux l'adoption du projet de convention générale sur le terrorisme international, qui doit comprendre une définition claire du terrorisme qui distingue celui-ci de la lutte légitime que mènent les peuples occupés pour leur libération et leur autodétermination. Il faut toutefois commencer par parvenir à un accord sur les questions en suspens. Oman salue l'initiative de l'Arabie saoudite et la création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme.

91. **M. Benmehidi** (Algérie) dit que son pays condamne vigoureusement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, ainsi que tous les actes qui reviennent à l'encourager directement ou

indirectement. Il faut se féliciter du Colloque sur la coopération antiterroriste internationale organisé par le Secrétaire général et de la réunion extraordinaire qui a marqué le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

92. L'Algérie a continué de coopérer étroitement avec l'Organisation des Nations Unies dans la lutte antiterroriste en s'efforçant de mieux comprendre le phénomène, en luttant contre l'incitation au terrorisme et en favorisant la déradicalisation au moyen de méthodes de sensibilisation appropriées. Elle appuie en particulier la lutte contre le cyberterrorisme et contre l'utilisation par les terroristes des technologies de la communication en général et d'Internet en particulier pour recruter et radicaliser les individus. À cet égard, le représentant de l'Algérie rappelle l'accent mis par le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1963 (2010), sur la prévention, l'évolution des risques et des menaces et sur les situations propices à la propagation du terrorisme, et appelle l'attention sur la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité qui a fait l'objet d'un plan d'action très positif de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

93. L'Algérie a continué de lutter contre le financement du terrorisme, et en particulier contre la pratique des prises d'otages pour obtenir le paiement de rançons. À cet égard, elle se félicite des dispositions sur le sujet de la résolution 65/34 de l'Assemblée générale sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, et elle espère que le débat en cours à la présente session permettra d'étudier comment utiliser le droit pour lutter contre ce phénomène.

94. L'Algérie est en train de renforcer sa coopération antiterroriste avec le reste du continent africain et la sous-région. Les activités du CAERT sont importantes, en particulier celles menées avec l'Union africaine pour élaborer un cadre juridique antiterroriste. La sous-région du Sahel ayant connu une intensification de l'activité terroriste sous la bannière d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), l'Algérie œuvre également au renforcement de la coopération antiterroriste sous-régionale : un Comité d'état-major opérationnel (CEMOC) a été créé dans la ville algérienne de Tamanrasset pour les forces armées de l'Algérie, du Mali, de la Mauritanie et du Niger, et l'Unité de fusion et de liaison, un organisme chargé de l'échange d'informations et du traitement du renseignement, a été mise en place à Alger. Ces nouveaux mécanismes complètent les accords de

coopération existants déjà en ce qui concerne la police, les douanes et les gardes-frontières. De plus, une conférence sur la lutte contre le terrorisme dans la région du désert du Sahel tenue les 7 et 8 septembre à Alger a eu pour objectif de permettre aux pays de prendre en main leur sécurité et leur stabilité.

95. L'Algérie appuie l'initiative lancée en 2005 par l'Arabie saoudite qui a récemment abouti à la création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. Elle apporte également son plein appui à l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et au Forum antiterroriste mondial. Attachant beaucoup d'importance à la finalisation d'une convention générale sur le terrorisme international, l'Algérie salue le travail accompli par le Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996 et demande que figure dans la Convention une définition du terrorisme arrêtée d'un commun accord. Elle appuie également la convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence de haut niveau sur le terrorisme qui sera chargée d'examiner les questions en suspens.

96. **M^{me} Schonmann** (Israël), parlant dans l'exercice du droit de réponse, dit qu'il est regrettable que certains membres de la Commission continuent de politiser le débat, alors qu'il aurait été plus approprié et plus souhaitable de s'abstenir d'un tel comportement. Elle voudrait répondre brièvement aux observations du représentant de l'Arabie saoudite. Celui-ci a en effet choisi, alors que son pays est internationalement connu pour violer gravement les droits de l'homme, de faire un cours à la Commission sur ses droits.

97. L'Arabie saoudite dénie à son propre peuple les droits de l'homme les plus fondamentaux. Elle se livre à une répression brutale contre les homosexuels, femmes et hommes, et les communautés bisexuelle et transgenre, et soumet les femmes à une discrimination. Un pays qui exécute, fouette, lapide et emprisonne des individus pour homosexualité ne saurait critiquer les autres.

La séance est levée à 13h15.